

**Assemblée générale**

Soixante-troisième session

**77<sup>e</sup>** séance plénièreLundi 2 mars 2009, à 15 heures  
New York

Documents officiels

---

*Président :* M. d'Escoto Brockmann. . . . . (Nicaragua)

*En l'absence du Président, M. Wolfe (Jamaïque),  
Vice-Président, assume la présidence.*

*La séance est ouverte à 15 h 15.*

**Point 105 de l'ordre du jour (suite)****Nominations aux sièges devenus vacants  
dans les organes subsidiaires et autres nominations****1) Nomination des juges du Tribunal d'appel  
des Nations Unies****Mémorandum du Secrétaire général** (A/63/701  
et Add.1)**Le Président par intérim (parle en anglais) :**

Comme indiqué dans le document A/63/701, l'Assemblée générale doit, à sa soixante-troisième session, nommer sept juges du Tribunal d'appel des Nations Unies, pour un mandat de sept ans commençant le 1<sup>er</sup> juillet 2009, sous réserve de la mesure transitoire énoncée au paragraphe 4 de l'article 3 du Statut dudit tribunal.

Comme indiqué également au document A/63/701, conformément au paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Tribunal d'appel,

« Les juges sont nommés par l'Assemblée générale sur la recommandation du Conseil de justice interne conformément à la résolution 62/228 de l'Assemblée. Ils sont tous de nationalité différente. »

Les noms des candidats recommandés par le Conseil de justice interne pour une nomination au Tribunal d'appel figurent dans le document A/63/701. Les informations relatives au retrait de l'un des candidats, à savoir le juge Marilyn Kaman (États-Unis d'Amérique) figurent dans le document A/63/701/Add.1.

Le paragraphe 3 de l'article 3 du Statut du Tribunal d'appel dispose qu'il faut, pour pouvoir être nommé juge, jouir de la plus haute considération morale et avoir au moins 15 années d'expérience judiciaire en droit administratif, ou une expérience équivalente acquise dans une ou plusieurs juridictions nationales.

Le paragraphe 4 de l'article 3 du Statut du Tribunal d'appel prévoit en outre que

« les juges sont nommés pour un mandat non renouvelable de sept ans. À titre transitoire, trois des premiers juges, désignés par tirage au sort, sont nommés pour un mandat de trois ans, à l'issue duquel ils peuvent à nouveau être nommés au Tribunal d'appel pour un mandat non renouvelable de sept ans. Tout juge ou ancien juge du Tribunal du contentieux administratif ne peut siéger au Tribunal d'appel. »

Les membres sont donc informés que M. Vinod Boolell (Maurice), qui a été nommé ce matin au Tribunal du contentieux administratif des Nations

---

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



Unies, n'est plus éligible au Tribunal d'appel, et que son nom a été supprimé des bulletins de vote.

Dans le document A/63/701, il est proposé que l'Assemblée générale tienne des élections pour nommer les juges à temps complet et à mi-temps du Tribunal d'appel, eu égard au paragraphe 58 de sa résolution 63/253, qui invite

« les États Membres à tenir dûment compte de la répartition géographique et de l'équilibre entre les sexes lorsqu'ils élisent des juges au Tribunal du contentieux administratif et au Tribunal d'appel ».

Si je n'entends pas d'objection, puis-je considérer que l'Assemblée générale accepte cette proposition.

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président par intérim (parle en anglais) :**

Les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix et la majorité absolue des membres présents et votants à l'Assemblée générale seront considérés élus et en conséquence nommés par l'Assemblée générale au Tribunal d'appel.

Les élections se dérouleront conformément au Règlement intérieur jusqu'à ce que le nombre de candidats requis pour pourvoir les sièges au Tribunal d'appel ait été obtenu, à l'issue d'un ou de plusieurs tours de scrutin et à la majorité des membres présents et votants.

Dès qu'un candidat d'un État Membre aura été élu, les autres candidats du même État Membre seront exclus de tout tour de scrutin ultérieur visant à pourvoir un autre siège du Tribunal d'appel. Si plusieurs candidats d'un même État Membre obtiennent la majorité requise à l'issue du même tour de scrutin, seul celui ayant obtenu le plus grand nombre de voix sera élu. Si plusieurs candidats du même État Membre obtiennent, à l'issue d'un autre tour de scrutin, la majorité requise et le même nombre de voix, le Président procédera à un tirage au sort pour les départager.

Puis-je considérer que l'Assemblée accepte cette procédure?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président par intérim (parle en anglais) :**

Avant de poursuivre, je voudrais informer les membres que, immédiatement après la fin des élections, il sera

procédé au tirage au sort afin de choisir parmi les juges déjà élus les trois juges qui siégeront pour trois ans.

L'Assemblée générale va maintenant procéder à l'élection de sept juges au Tribunal d'appel des Nations Unies. Seuls les candidats dont les noms figurent sur les bulletins de vote sont éligibles. Les représentants doivent indiquer les candidats pour lesquels ils souhaitent voter en inscrivant une croix en regard du nom des candidats de leur choix sur les bulletins de vote. Chaque représentant ne pourra voter au maximum que pour sept candidats à une nomination du Tribunal d'appel.

L'élection se déroulera conformément au Règlement intérieur de l'Assemblée générale. Conformément à l'article 92 du Règlement intérieur, l'élection aura donc lieu au scrutin secret et il ne sera pas fait de présentation de candidatures.

Avant de commencer les opérations de vote, je rappelle aux membres que, conformément à l'article 88 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, aucun représentant ne peut interrompre le vote, sauf pour présenter une motion d'ordre ayant trait à la manière dont s'effectue le vote.

Nous allons maintenant commencer les opérations de vote. Les membres sont priés de rester assis jusqu'à ce que tous les bulletins aient été ramassés.

Les bulletins de vote vont maintenant être distribués. Je demande aux représentants d'indiquer les candidats pour lesquels ils souhaitent voter en inscrivant une croix en regard du nom des candidats de leur choix sur les bulletins de vote. Je rappelle également aux représentants qu'ils ne peuvent voter au maximum que pour sept candidats à une nomination au Tribunal d'appel. Un bulletin de vote sera déclaré nul si plus de sept noms de candidat au Tribunal d'appel y sont cochés.

*Sur l'invitation du Président, M<sup>me</sup> Velichko (Biélorus), M<sup>me</sup> Pérez Álvarez (Cuba), M. Belkheir (Jamahiriya arabe libyenne), M<sup>me</sup> van der Horst (Pays-Bas), M<sup>me</sup> Nguyen Thi Tu (Viet Nam) et M. Al Hadhrami (Yémen) assument les fonctions de scrutateur.*

*Il est procédé au vote au scrutin secret.*

*La séance, suspendue à 15 h 30, est reprise à 16 h 30.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Le résultat du vote est le suivant :

|  |     |
|--|-----|
| Nombre de bulletins déposés :                                      | 172 |
| Nombre de bulletins nuls :   | 0   |
| Nombre de bulletins valables :                                     | 172 |
| Abstentions :  | 0   |
| Nombre de membres votants :  | 172 |
| Majorité requise :   | 87  |
| Nombre de voix obtenues :  |     |
| M. Kamaljit Singh Garewal (Inde)                                   | 154 |
| M <sup>me</sup> Sophia Adinyira (Ghana)                            | 124 |
| M. Mark P. Painter (États-Unis d'Amérique)                         | 124 |
| M <sup>me</sup> Inés Weinberg de Roca (Argentine)                  | 122 |
| M. Jean Courtial (France)  | 94  |
| M <sup>me</sup> Rose Boyko (Canada)                                | 92  |
| M. Luis María Simón (Uruguay)                                      | 87  |
| M. Tudor Pantiru (République de Moldova/Roumanie)                  | 85  |
| M <sup>me</sup> Mary Faherty (Irlande)                             | 82  |
| M. Michael Kirby (Australie)                                       | 64  |
| M. Virgilijus Valančius (Lituanie)                                 | 64  |
| M. Roy Lewis (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) | 56  |
| M. Brian Tamberlin (Australie)                                     | 18  |

Ayant obtenu la majorité requise et le plus grand nombre de voix, les sept candidats ci-après sont élus juges du Tribunal d'appel des Nations Unies pour un mandat de sept ans commençant le 1<sup>er</sup> juillet 2009 : M. Kamaljit Singh Garewal (Inde), M<sup>me</sup> Sophia Adinyira (Ghana), M. Mark P. Painter (États-Unis d'Amérique), M<sup>me</sup> Inés Weinberg de Roca (Argentine), M. Jean Courtial (France), M<sup>me</sup> Rose Boyko (Canada) et M. Luis María Simón (Uruguay). Je saisis cette occasion pour leur présenter les félicitations de l'Assemblée pour leur nomination et je remercie les scrutateurs de leur concours.

Conformément au paragraphe 4 de l'article 3 du Statut du Tribunal d'appel, je vais maintenant procéder au tirage au sort pour désigner, parmi les juges ayant été élus, les trois juges qui siégeront pour un mandat de trois ans.

Comme les membres peuvent le constater, la boîte est vide. Les noms des sept juges vont maintenant être placés dans la boîte.

Je vais à présent tirer au sort trois noms pour désigner les juges qui seront nommés pour un mandat de trois ans.

*Le Président par intérim a tiré de la boîte les trois noms suivants : M. Jean Courtial (France), M. Kamaljit Singh Garewal (Inde) et M. Mark P. Painter (États-Unis d'Amérique).*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Ayant été tirés au sort M. Jean Courtial (France), M. Kamaljit Singh Garewal (Inde) et M. Mark P. Painter (États-Unis d'Amérique) sont nommés juges pour un mandat de trois ans commençant le 1<sup>er</sup> juillet 2009 au Tribunal d'appel.

Je donne maintenant la parole au représentant du Canada.

**M. Plunkett** (Canada) (*parle en anglais*) : Je voudrais féliciter tous les candidats qui ont été élus aujourd'hui. Le Canada appuie vigoureusement le nouveau système d'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies et les élections auxquelles nous avons procédé aujourd'hui marquent une étape importante dans la concrétisation de cette réforme attendue de longue date.

Les juges nommés aujourd'hui répondent tous sans exception aux plus hautes normes d'excellence, et nous saluons leur élection. Toutefois, le Canada partage les préoccupations exprimées plus tôt par les représentants du Sénégal et de la France quant à la capacité du Tribunal du contentieux administratif de New York de répondre aux besoins des membres du personnel de l'ONU de langue française. Le Canada se joint donc à ceux qui exhortent le Conseil de justice interne de prendre cette situation en compte quand il procédera à ses prochaines nominations à ces tribunaux.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée a ainsi achevé son examen du point 105 l) de l'ordre du jour.

*La séance est levée à 16 h 35.*